

« Toulouse Capitole Publications » est l'archive institutionnelle de  
l'Université Toulouse 1 Capitole.

*LA RENONCIATION AU CONTRAT D'ASSURANCE-VIE : ÉTAT DES LIEUX AU 1ER  
SEMESTRE 2012*

MICHEL LEROY

Référence de publication : Gaz. Pal. 21 juill. 2012, p. 12

Pour toute question sur Toulouse Capitole Publications,  
contacter [portail-publi@ut-capitole.fr](mailto:portail-publi@ut-capitole.fr)

La faculté de renonciation continue de susciter un important contentieux en matière d'assurance-vie. Les décisions y afférentes témoignent d'une certaine bienveillance de la Cour de cassation à l'égard des demandeurs, que ce soit dans la prise en compte du comportement du contractant ou dans l'analyse de la prescription de l'action.

L'actualité jurisprudentielle de l'assurance-vie demeure dominée, au 1er semestre 2012 comme pour les années précédentes, par la faculté de renonciation. Il est vrai que la situation économique s'y prête d'autant plus volontiers que la réforme opérée par la loi du 15 décembre 2005 <sup>1</sup>, qui était censée mettre fin au contentieux, n'a pas produit cet effet, même si l'essentiel des affaires jugées par la Cour de cassation trouvent leur origine dans des faits antérieurs à son application.

De la jurisprudence de la Cour de cassation se dégage encore et toujours le même constat : la faculté de renonciation prorogée peut être exercée sans trop de difficultés par le contractant, alors qu'il est animé essentiellement par la volonté d'éviter des pertes et que, dans les temps de profits, l'absence d'une note d'information distincte des conditions générales lui était parfaitement indifférente.

La Cour régulatrice fait en effet preuve d'une très grande mansuétude à l'égard des demandeurs, comme elle l'avait exprimé avec éclat lors de son refus de renvoyer devant le Conseil constitutionnel la question prioritaire de constitutionnalité portant sur l'article L. 132-5-1 du Code des assurances au motif que « si le défaut de remise des documents et informations entraîne de plein droit la prorogation du délai de rétractation, l'assureur peut à tout moment faire courir ce délai en respectant ses obligations ; la restitution par l'assureur de l'intégralité des sommes versées par le souscripteur ayant usé de son droit de renonciation présente un caractère effectif, proportionné et dissuasif, sans porter atteinte aux dispositions constitutionnelles invoquées » <sup>2</sup>.

Pour l'essentiel, les arrêts rendus en la matière, dont nous retrouverons les décisions les plus intéressantes plus en détail dans la chronique de jurisprudence <sup>3</sup>, ont trait, comme les années précédentes, aux conséquences de l'exécution du contrat par le souscripteur sur la recevabilité de sa demande en restitution des primes, ou encore sur le point de départ de l'action en restitution.

## **I. RENONCIATION ET COMPORTEMENT DU CONTRACTANT**

La jurisprudence de la Cour de cassation est, en 2012, parfaitement conforme à celle des années précédentes. Elle rappelle deux principes maintenant bien acquis : d'une part, les actes d'exécution du contrat réalisés après la renonciation n'établissent pas par eux-mêmes la preuve d'une volonté abdicative, c'est-à-dire d'une renonciation à la renonciation. D'autre part, la bonne foi du souscripteur est indifférente à l'exercice de la faculté de renonciation du contrat.

Tout d'abord, la Cour de cassation réaffirme en 2012 le principe fortement contesté de l'indifférence de la bonne foi dans l'exercice de la faculté de renonciation. Selon la Cour régulatrice en effet, « l'exercice de la faculté de renonciation prorogée ouverte de plein droit pour sanctionner le défaut de remise à l'assuré des documents et informations énumérés par ce texte est discrétionnaire pour l'assuré dont la bonne foi n'est pas requise » 4. Cette position a été par la suite maintes fois réaffirmée 5.

Elle l'est à nouveau, le 9 février 2012, par la Cour de cassation qui rappelle que « le défaut de remise de [la note d'information] ne peut être suppléé par la remise des conditions générales et particulières du contrat, ni être mis en échec par la mauvaise foi du souscripteur ou de l'adhérent assuré » 6.

Les six premiers mois de l'année 2012 sont cependant essentiellement marqués par les décisions relatives à l'interprétation des actes d'exécution réalisés par le souscripteur quant à sa volonté de maintenir sa demande en restitution des primes.

La faculté de renonciation, même prorogée, doit être en principe considérée indépendamment de l'exécution du contrat, sa finalité étant de sanctionner l'inexécution d'une obligation précontractuelle, sauf lorsque cet exercice est incompatible avec la volonté de renoncer.

Telle est la position que la Cour de cassation maintient de façon constante : « Le législateur a entendu contraindre l'assureur à délivrer au souscripteur une information suffisante et a assorti cette obligation d'une sanction automatique, dont l'application ne peut être subordonnée aux circonstances de l'espèce » 7. Il en résulte que, pour la Cour régulatrice, les actes d'exécution du contrat d'assurance-vie, fussent-ils postérieurs à la renonciation, ne peuvent en principe s'analyser comme une renonciation à la faculté de renonciation.

Ainsi, la Cour de cassation a-t-elle eu l'occasion d'appliquer, au cours des six derniers mois, ce principe aux actes suivants :

- la modification de la clause bénéficiaire et la suppression de l'option décès après la renonciation ne constituent pas des actes établissant de façon univoque l'intention de renoncer à l'action en restitution des primes 8 ;

- une demande de rachats partiels ne manifeste pas non plus une renonciation à la renonciation 9.

Le nantissement du contrat pose une difficulté plus grande que le rachat partiel, parce qu'il ne s'agit pas d'un acte qui mobilise l'épargne capitalisée au profit du contractant (qui, pour des raisons particulières, peut être contraint à récupérer rapidement des liquidités, sans que cela atteste de la volonté de maintenir le contrat au-delà de la réalisation de cet acte ponctuel), mais d'un acte destiné à protéger les droits d'autrui et qui confère au créancier nanti des prérogatives importantes sur le contrat pendant la durée de la créance garantie.

Sans doute le nantissement antérieur à la renonciation est-il sans influence sur la recevabilité de la demande. Telle est la position de la Cour de cassation, qui justifie cependant ce principe par le fait qu'il n'est pas possible de renoncer à un droit non encore né 10. Cette motivation peut être contestée, car le droit de renoncer existe en même temps que le manquement de l'assureur à ses obligations d'information 11. En revanche, il est légitime de penser que l'acte ne manifeste aucune renonciation dès

lors que les circonstances n'établissent pas que le souscripteur avait connaissance, lors de la constitution de la garantie, des manquements de la compagnie d'assurance à ses obligations informatives.

En revanche, le nantissement postérieur à la renonciation paraît constituer un acte incompatible avec celle-ci, compte tenu des effets à long terme de cet engagement <sup>12</sup>. Pour reprendre une formule que la Cour de cassation utilise régulièrement en ce domaine <sup>13</sup>, en constituant une garantie sur le contrat, le souscripteur s'est nécessairement placé dans la situation d'un contrat toujours en cours.

Il devrait en aller également de même lorsque le souscripteur prolonge, après la demande en renonciation, les effets d'une garantie sur le contrat, consentie antérieurement à la renonciation.

Telle était, semble-t-il, la position de la Cour de cassation en 2010 : « Le souscripteur d'un contrat d'assurance sur la vie, qui a exercé son droit de renonciation au contrat en application de l'article [L. 132-5-1 du Code des assurances], peut y renoncer en poursuivant l'exécution du contrat ; (...) après avoir exercé sa faculté de renoncer aux contrats, [le souscripteur] avait effectué des actes d'exécution, incompatibles avec cette faculté, en prolongeant la délégation de créance au profit d'un tiers » <sup>14</sup>.

Or, dans un arrêt plus récent en date du 8 mars 2012 <sup>15</sup>, la Cour de cassation semble s'être prononcée en sens contraire. Pour la Cour régulatrice, en effet, « l'assureur ne saurait imputer [au contractant] un acte non équivoque manifestant la volonté de renoncer au bénéfice de l'article L. 132-5-1 (...) ». En l'espèce, les nantissements consentis antérieurement à la demande de renonciation avaient été prolongés postérieurement à celle-ci.

La Cour de cassation approuve la cour d'appel d'avoir considéré la demande du souscripteur comme recevable. Selon les juges du second degré, la « poursuite » des délégations de créance n'était que la conséquence des nantissements initiaux et ne constituait en rien un acte non équivoque de manifestation d'une volonté quelconque de renonciation.

Il semble que, pour les juges du fond, l'acte de poursuite des délégations prolongeant la constitution initiale de garantie ne peut, pas plus que l'acte constitutif de garantie, constituer la preuve d'une renonciation à la renonciation. Il est évidemment dommage que le raisonnement repose sur une pétition de principe, à savoir que le droit de renoncer n'était pas encore né lors de la délégation, alors que, par évidence, le constat de la carence informative ne constitue qu'une prorogation de la faculté d'exercice de la renonciation, et non la date de naissance du droit de renoncer.

Il est un acte qui est en revanche, selon la Cour de cassation, incompatible avec le maintien de la demande de restitution des primes, c'est le rachat total du contrat, que celui-ci soit antérieur à l'exercice de la faculté de renonciation <sup>16</sup>, ou postérieur à celui-ci <sup>17</sup>. Ce principe, clairement exprimé à plusieurs reprises par la Cour de cassation, est réaffirmé par la deuxième chambre civile de la Cour de cassation le 15 décembre 2011 <sup>18</sup>.

Dans cette affaire, afin d'acheter un appartement, une personne souscrit un prêt in fine, le remboursement du capital emprunté étant garanti par un contrat d'assurance-vie multi-supports sur lequel étaient placés des fonds correspondant à 60 % du montant du prêt (la durée du contrat étant de 10 ans). Quelques années après la souscription, le contractant constatant une forte perte sur son contrat, rachète à la fois le prêt in fine et la totalité du contrat d'assurance sur la vie. Quelques temps plus tard, le

souscripteur entend exercer sa faculté de renonciation au contrat. Face au refus de l'assureur, le souscripteur l'assigne en responsabilité pour défaut de conseil, et en restitution des primes versées en raison de l'absence de délivrance d'une note d'information distincte des conditions générales du contrat.

La cour d'appel fait droit à sa demande en renonciation. La Cour de cassation censure logiquement l'arrêt d'appel : « La demande de rachat total d'un contrat d'assurance sur la vie met fin à ce contrat et ne permet plus à l'assuré d'exercer sa faculté de renonciation. »

## **II. LA PRESCRIPTION DE L'ACTION**

Les articles L. 132-5-1 et L. 132-5-2 du Code des assurances précisent le régime du délai de mise en œuvre du droit de renonciation. Ils sont en revanche muets sur la prescription de l'action en restitution des sommes, qui en est la conséquence. Or, en pratique, cette action est exercée bien des années après la souscription du contrat.

La Cour de cassation avait, en 2010, affirmé que l'action engagée par le souscripteur d'un contrat d'assurance sur la vie ayant renoncé au contrat, aux fins d'obtenir la restitution des sommes versées, dérive du contrat d'assurance, et est donc soumise à la prescription biennale de l'article L. 114-1 du Code des assurances <sup>19</sup>. Par la suite, la Cour de cassation avait précisé le point de départ de la prescription : « L'action engagée par le souscripteur d'un contrat d'assurance sur la vie ayant renoncé à ce contrat conformément à l'article L. 132-5-1 du Code des assurances pour obtenir la restitution des sommes versées, qui dérive du contrat d'assurance, est soumise à la prescription biennale prévue par l'article L. 114-1, dont le point de départ est le refus de restitution des fonds opposé par l'assureur à l'assuré » <sup>20</sup>. Ce principe a été réaffirmé par la suite par la Cour de cassation <sup>21</sup>.

Le choix du point de départ ne réjouit évidemment pas les assureurs, tant il est peu probable que le souscripteur attende deux ans après le refus de l'assureur de restituer les primes pour introduire une action en justice. Les compagnies d'assurance, une fois la position de la Cour de cassation fixée sur ce point, ont donc tenté d'infléchir la doctrine des tribunaux en faisant valoir que la prescription de l'action devait avoir pour point de départ « le moment où l'assuré, ayant connaissance de son droit, est en mesure d'agir ; que s'agissant de l'action consécutive à un refus de l'assureur de restituer les fonds réclamés sur le fondement de l'article L. 132-5-1 (ancien) du Code des assurances, le souscripteur est en mesure d'agir lorsqu'il a connaissance du manquement allégué de l'assureur à ses obligations informatives ». Point de départ qui, pour les assureurs, avait l'excellent mérite de se situer en amont de la demande écrite en restitution formulée par le contractant, mais qui présentait l'inconvénient majeur de rendre très difficile la détermination du moment exact de cette connaissance.

Inflexible, la Cour de cassation ne modifie pas sa position : « L'action engagée par le souscripteur d'un contrat d'assurance sur la vie ayant renoncé à ce contrat conformément à l'article L. 132-5-1 du Code des assurances pour obtenir la restitution des sommes versées, qui dérive du contrat d'assurance, est

soumise à la prescription biennale prévue par l'article L. 114-1 du même code, dont le point de départ est le refus de restitution opposé par l'assureur à l'assuré » 22.

*I –*

(1) L. no 2005-1564, portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'assurance.

*2 –*

(2) Cass. 2e civ., 13 janv. 2011, no 10-16184.

*3 –*

(3) V. chronique de jurisprudence, infra p. 19.

*4 –*

(4) Cass. 2e civ., 7 mars 2006, no 05-12338 : Bull. civ. II, no 63 - Cass. 2e civ., 7 mars 2006, nos 05-10366 et 05-10367 : Bull. civ. II, no 63 ; JCP E 2006, 1938, note S. Hovasse, « le législateur a entendu contraindre l'assureur à délivrer au souscripteur une information suffisante et a assorti cette obligation d'une sanction automatique, dont l'application ne peut être subordonnée aux circonstances de l'espèce ».

*5 –*

(5) Cass. 2e civ., 5 oct. 2006, no 05-16329 : inédit - Cass. 2e civ., 10 juill. 2008, no 07-12072 : Bull. civ. II, no 177.

*6 –*

(6) Cass. 2e civ., 9 févr. 2012, no 11-13707 : Banque et droit, mars-avr. 2012, p. 38 et 39, obs. P.-G. Marly.

*7 –*

(7) Cass. 2e civ., 7 mars 2006, no 05-12338, op. cit. - Cass. 2e civ., 7 mars 2006, nos 05-10366 et 05-10367, op. cit. ; JCP E 2006, 1938, note S. Hovasse.

*8 –*

(8) Cass. 2e civ., 24 mai 2012, no 11-16393 - V. déjà en ce sens : Cass. 2e civ., 9 juill. 2009, no 08-18241.

*9 –*

(9) Cass. 2e civ., 13 janv. 2012, no 11-10908 : LEDA mars 2012, p. 5, no 41, note M. Asselain.

*10 –*

(10) Cass. 2e civ., 22 oct. 2009, no 08-16682 : RGDA 2010, p. 121, obs. L. Mayaux - Cass. 2e civ., 8 mars 2012, no 10-27650.

*11 –*

(11) En ce sens, P.-G. Marly, LEDA avr. 2012, p. 5, no 58.

*12 –*

(12) Cass. 2e civ., 4 févr. 2010, no 08-21367 - Cass. 2e civ., 4 févr. 2010, no 09-10311.

*13 –*

(13) Par ex., Cass. 2e civ., 8 juill. 2010, no 09-68864.

*14 –*

(14) Cass. 2e civ., 25 févr. 2010, no 09-11352 : Bull. civ. II, no 43 ; Banque et droit 2010, no 130, p. 41, note P.-G. Marly.

*15 –*

(15) Cass. 2e civ., 8 mars 2012, no 10-27650 : LEDA avr. 2012, p. 5, no 58, obs. P.-G Marly.

*16 –*

(16) Cass. 2e civ., 19 févr. 2009, no 08-12280 : Bull. civ. II, no 50 ; S. Hovasse, « Rachat du contrat d'assurance et faculté de renonciation du souscripteur », JCP E 2009, 1704 - Cass. 2e civ., 14 janv. 2010, no 09-12575 : Gaz. Pal. 6 mars 2010, p. 41, I0780.

*17 –*

(17) Cass. 2e civ., 11 sept. 2008, no 07-16149 : JCP E 2008, p. 2256, note S. Hovasse - Cass. 2e civ., 22 oct. 2009, no 08-16682 : RGDA 2010, p. 121, obs. L. Mayaux.

*18 –*

(18) Cass. 2e civ., 15 déc. 2011, no 10-27103.

*19 –*

(19) Cass. 2e civ., 24 juin 2010, no 09-10920 : Bull. civ. II, no 122 ; Banque et droit 2010, no 133, p. 41, note P.-G. Marly.

*20 –*

(20) Cass. 2e civ., 7 juill. 2011, no 10-20857.

*21 –*

(21) Cass. 2e civ., 24 nov. 2011, no 10-25868.

*22 –*

(22) Cass. 2e civ., 29 mars 2012, no 11-13991 : RD bancaire et fin. mai 2012, comm. 90.